

LA FRANCE : EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE.

I. LES EVOLUTIONS DEMOGRAPHIQUES ET ECONOMIQUES.

A. LE RENOUVEAU DEMOGRAPHIQUE ET ECONOMIQUE.

1. LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE.

- Forte croissance démographique : + 13 millions de 1946 à 1978 (autant que pendant le siècle et demi précédent !). La croissance se poursuit ensuite moins rapidement : de 52 à 63 millions.
- Causes :
 - Accroissement de la natalité (baby boom jusqu'en 65)
 - baisse puis stabilisation du taux de mortalité.
 - immigration

2. LA MODERNISATION ÉCONOMIQUE.

- Favorisée par la croissance démographique, Elle correspond à une volonté des acteurs politiques et économiques face à la crainte du déclin :
 - Rôle de l'état pendant les trente glorieuses (nationalisations, plan, investissements publics,...)
 - Entreprises : modernisation, adoption des « méthodes américaines », acceptation de la concurrence dans le cadre européen puis de la mondialisation, internationalisation des entreprises.
 - De certains acteurs sociaux : syndicalisme « modernisateur » (fnsea, CFDT).
- La France devient une grande puissance économique :

À la fin de la seconde guerre mondiale.	Aujourd'hui.
<ul style="list-style-type: none"> • La France ne couvre pas ses besoins alimentaires. • Une industrie vieillie aux méthodes archaïques, en partie détruite pendant le conflit. • Des entreprises où dominent les PME. Peu de grands groupes de taille mondiale. • Une économie qui vitote grâce à une législation protectionniste et aux marchés coloniaux. 	<ul style="list-style-type: none"> • 2^e exportatrice agricole et exportatrice de services. • Une puissance économique (6^e rang mondial) • Grande puissance industrielle. • Certaines multinationales françaises sont parmi les premières de leur secteur (fusions, acquisitions,...) • Une économie largement ouverte et attractive pour les capitaux étrangers.

3. L'IMMIGRATION.

- une immigration massive :
 - pop active insuffisante jusqu'en 65, besoins de l'industrie, des mines, de l'agriculture,
 - aspiration à une meilleure situation de nombreux français, recours à la main d'œuvre étrangère.
 - Dans un premier temps, reprise des mouvements traditionnels, progressivement relayés par des migrations plus lointaines : Afrique du nord (années 60-70).
- Une politique migratoire :
 - Paradoxe apparent : c'est pendant le baby boom que se met en place une politique d'immigration de grande ampleur (création de l'office nationale de l'immigration)
 - Volonté de concilier l'appel à la main d'œuvre et le peuplement cette politique privilégie les populations culturellement proches et assimilables Europe du Sud (Italie, puis Espagne et Portugal). Yougoslavie
 - Élément de la politique économique. Régularisation a posteriori des immigrés illégaux.
 - Appel aux algériens, français jusqu'en 62, bénéficiant de la libre circulation jusqu'en 68.
- Jusqu'en 55, le nombre stagne (donc rôle très faible pendant la reconstruction), puis immigration massive : 56/72 : 2 millions de personnes (125000/an). La population étrangère passe de 1,7M en 1954 à 3,4M en 1974 (de 4,1 à 6,5%)
 - // la structure change : déclin des italiens au profit des ibériques et des maghrébins. Primauté de l'immigration portugaise (50000 en 1962 760000 en 1975.
 - Intégration assez rapide adoption des valeurs, école, sociabilité, syndicats et sport. En 2 ou 3 générations, naturalisation.
 - intégration plus difficile des immigrants d'Afrique du nord (particularismes religieux et culturels question de la guerre d'indépendance), arrivée de la crise qui change la donne.
- Des conditions de vie difficiles :
 - Début des années 70 population masculine et d'âge adulte.
 - Pop déracinée, travailleurs de l'industrie (os et manœuvres). Les oubliés de la société de consommation. 46000 étrangers dans 133 bidonvilles (Nanterre : algériens/ Champigny : 10000 portugais).
 - Le tournant des années 70, la volonté d'arrêter les flux migratoires.
 - Décision de VGE d'interrompre l'immigration, mais autorisation du regroupement familial par humanité, aide au retour. → féminisation, rajeunissement.
 - une population étrangère stabilisée. 1974 : 3,5 ; 90 : 3,6. en fait 100000 entrées / an et le même nombre de naturalisations (Proportion des français par acquisition : 1945 2.1% 1990 : 3.1%) Des clandestins 300000 à 500000 ?
 - Évolution de la composition : les non européens passent de 52% en 82 à 59% en 90
 - Principales communautés : Africains portugais, algériens marocains...
 - Localisation : ¾ à l'est d'une ligne le havre set



- fin des années 70 capacité d'assimilation remise en cause... pratiques linguistiques, matrimoniales religieuses
 - assimilation inégale selon les communautés, semble critère majeur aux yeux des français.
 - le creuset a-t-il jamais fonctionné ? problème d'immigration ou problème de ségrégation sociale et culturelle ? la réponse du démographe Emmanuel Todd :

Par contre si l'on reste au niveau des mœurs, de la vie concrète des gens, et que l'on s'intéresse aux mariages mixtes, c'est-à-dire la proportion des enfants d'immigrés qui se marient avec des enfants de la population d'accueil, on observe alors des différences énormes et significatives. Des filles d'immigrés turcs épousant des fils de la population allemande représentent moins de 2 % 2. Entre filles d'immigrés pakistanais et fils anglais, le taux est de "epsilon" 1, c'est-à-dire insignifiant. Or dans cette France décrite comme si misérable et dont le modèle d'intégration serait tellement menacé, les mariages mixtes sont de l'ordre de 25 %¹.

C'est ce qui m'a mené à penser qu'il fallait accepter l'idée que les populations d'accueil avaient une approche différente aux problèmes de l'immigration et percevaient et traitaient différemment, de façon très subtile mais concrète les enfants d'immigrés. Le taux de mariage mixte est un indicateur formidablement puissant puisque c'est un résumé de tout ce qui s'est passé dans la vie des gens entre 0 et 20 ans. S'il est élevé, cela veut dire que, au-delà de toutes les blagues racistes ineptes des familles françaises, au-delà de tous les votes pour le Front national si importants et pas seulement dans les milieux populaires français, les familles n'ont pas fait l'effort de séparer les enfants. Ces derniers ont donc été ensemble dans les écoles. Contrairement à ce qui se passe aux Etats-Unis, où, quand deux familles noires s'installent dans un quartier, tout le monde déménage, les Français vont faire des blagues racistes mais ne vont pas déménager, et les enfants vont jouer et grandir ensemble, ils ne seront pas des étrangers les uns pour les autres.

Cela explique pourquoi, si cette séparation des enfants n'existe pas, les valeurs de la société française pénètrent assez vite en deuxième génération dans les familles d'origine immigrée, et aussi pourquoi celles-ci explosent, ne laissant que des traces résiduelles du mariage entre cousins.

L'interaction assez facile qui existe entre les jeunes de diverses origines en France produit un véritable effritement des différences de mœurs, au profit de la culture française. Les valeurs d'égalité de l'homme et de la femme, l'indépendance des enfants sont dominantes et s'imposent aux familles d'origine immigrées, provoquant la désintégration du système familial immigré, ce qui produit des difficultés sociales et psychologiques d'un genre particulier...

C'est pourquoi je trouve que l'attitude qui consiste à dire "Ah, les immigrés d'origine italienne et les immigrés d'origine maghrébine, c'est pareil, il ne faut pas y penser" a l'air généreuse mais est en fait assez insensible. Ce qui était exigé en terme d'adaptation des populations d'origine italienne était absolument minimal, juste un changement de langue, qui plus est, assez proche (c'est d'ailleurs la même chose avec les Portugais et des Espagnols). Tandis que ce qui est demandé aux populations d'origine maghrébine est une véritable déstructuration de son système de mœurs traditionnelles, et cela produit beaucoup de perturbations psychologiques de transition. L'analyse de la diversité des mœurs, me semble-t-il, permet une approche un peu plus humaine des difficultés des familles d'origine étrangère.

Personnellement, je viens d'une famille juive assimilée, que ces retours au religieux mettent hors d'elle. J'avais un ancêtre Grand Rabbin de Bordeaux, et nous avons fini par nous mélanger à la population française, avec des Bretons de souche, et nous en sommes très contents. Je suis un "assimilationniste" et j'y crois. De mon point de vue, je condamne le phénomène de retour volontaire au ghetto, et tous les jours que Dieu fait, je bénis la sortie de ma famille du ghetto de Metz... Comme je l'avais observé dans l'analyse des processus de déchristianisation dans l'Europe du XIX^{ème} siècle, ma conviction est que tout phénomène de perte du sens religieux par les majorités s'accompagne de phénomènes de durcissement minoritaires. On l'a vu dans le reflux du catholicisme et dans celui du protestantisme en Europe du nord. Ces phénomènes de retour identitaire ne sont pas simplement liés à des phénomènes de dynamique religieuse propre. Nous sommes dans une société dont l'individualisme et le niveau d'incertitude sur l'existence qui va avec sont tels, qu'il y a une fraction de la population qui ne supporte pas et qui a besoin d'une sorte de retour à des communautés closes, à des structures de sécurité, à des croyances traditionnelles. La montée générale de l'individualisme et de l'atomisation sociale produit dans certains secteurs des phénomènes de repli communautaire.

CONFÉRENCE D'EMMANUEL TODD AU LYCÉE CAMILLE CLAUDEL 24 mai 2006.

- L'immigré est de plus en plus perçu comme une charge.. En 89 40% des français se déclarent au moins un peu racistes. 74% perçoivent l'immigration comme une charge.
- X des actes racistes, action du MRAP, de SOS racisme créée en 1984.
- Les hésitations de la gauche : Régularisation à plusieurs reprises des clandestins. Facilitation de l'intégration avec en 84 un titre de séjour de 10 ans renouvelable, « la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde » (Rocard)
- Débat récurrent :
 - immigration ou pas ? (Pasqua : « immigration zéro »), régulation des flux (Sarkozy : « immigration choisie »).
 - Le passage à une société multiculturelle peut être contesté, le passage à une société multiraciale est lui un fait majeur.

B. LES RUPTURES.

1. LES TRANSFORMATIONS DE LA POPULATION ACTIVE.

a) « LA FIN DES PAYSANS ».

- Lorsque Henri Mandras utilise cette expression en 67, elle fait scandale. Elle correspond pourtant à une réalité : Le secteur primaire voit sa part dans la population active se réduire très rapidement (1946 : 36% ; 1968 : 15%)
- Cette évolution correspond à des choix politiques : la planification après guerre fait le choix d'une agriculture productiviste qui doit bien nourrir la population (jean Monnet), L'intégration dans le marché commun pendant les années 60 renforce cette logique. Le monde agricole l'accepte cette logique à travers ses organisations syndicales.
- Ces choix entraînent la disparition d'un mode de vie traditionnel (autoconsommation) au profit d'une spécialisation en fonction des besoins du marché. Dans les années 90, l'agriculture bascule dans la surproduction. L'agriculture n'est plus indispensable. Au XIX^{ème} siècle un actif agricole nourrissait trois personnes. Aujourd'hui 70 !
- Aujourd'hui le monde agricole se sont marginalisé (manifestations violentes, mouvement nature chasse pêche tradition)

b) APOGEE et déclin DE LA CLASSE OUVRIERE.

- Le monde ouvrier culmine à la fin des trente glorieuses à + de 40% de la population active.
- Le travail est alors l'élément central de la vie. Le monde ouvrier dispose d'un puissant relais : le parti communiste qui organise une contre société et joue un rôle d'intégration et de promotion sociale. Il existe une véritable culture ouvrière.
- Avec les années 60, on constate une mutation de la classe ouvrière : montée des ouvriers qualifiés, des techniciens, amélioration des conditions de travail et intégration au sein de la société. Cela ne doit pas masquer que les os (opérateurs) restent majoritaires, nombreux parmi eux sont les femmes et les immigrés.

¹ Chiffres du début des années 90, pas d'enquête plus récente. Pour la France, chiffres de 1992 (enquête de l'INED). Sont comptabilisées : les unions, en intégrant les couples non-mariés, puisque le mariage n'a plus le sens absolu qu'il avait autrefois. Voir livre de Michel Tribalat Faire France.

- à partir des années 70, déclin de la population ouvrière : rationalisation de la production, délocalisations.
- Déstructuration du groupe social_ déclin du PCF, montée du FN. Progression du pouvoir d'achat beaucoup plus faible.
- Actuellement (chiffre 2000) 7 millions d'ouvriers, 28% de la population active, 30% des chefs de famille, 40% des enfants.

c) L'élargissement du secteur tertiaire.

- Lié à la tertiarisation des classes moyennes : en 75 : 45% de la population active. Plus des 2/3 aujourd'hui.
- Évolutions contrastées : Il faut distinguer les classes moyennes salariées qui sont en position sociale ascendante et les cm indépendantes en plein déclin (poujadisme à la fin des années 50).

2. LE PASSAGE D'UNE SOCIÉTÉ RURALE A UNE SOCIÉTÉ URBAINE.

- Le développement des villes est lié à la modification des structures de l'économie (exode rural), à la croissance démographique.
 - Dans l'après guerre, crise du logement : 500000 détruits, 1,5 million endommagés.
 - Législation qui donne naissance aux plans d'urbanisme, aux ZUP. Loi de 1948 : Libération des loyers sur les nouveaux logements construits.
 - Création des offices et des SA d'HLM, financement de la construction
- jusqu'au début des années 70, se développent les banlieues qui prennent souvent la forme de « grands ensembles ».
 - Habitat qui se veut rationnel (principes de la charte d'Athènes, 1943), qui apporte de réels progrès au niveau du confort domestique. Qui permet dans un premier temps un brassage de populations 'ouvriers, classes moyennes.
 - Cependant dès l'origine : Monotonie des constructions « cages à lapins » et « cités dortoirs », on parle de « sarcellite » pour désigner le mal vivre dans les banlieues.
- A partir des années 70, politique d'encouragement à l'accession à la propriété :
 - apparition de vastes nappes pavillonnaires : 230000 maisons individuelles sont construites en 1977.
 - Développement de l'étalement urbain (périurbanisation, puis rurbanisation).
- La crise changeant la donne :
 - ségrégation sociale croissante, déclin de la mixité sociale, ethnique. Ghettos ?
 - pour remédier à la crise des banlieues, développement s'une « politique de la ville » coûteuse et peu efficace.
 - Automne 2005 : « révolte des banlieues ».

3. LE DEVELOPPEMENT DU CHOMAGE ET LA CROISSANCE DES INEGALITES SOCIALES A PARTIR DES ANNEES 70 ET 80.

a) LA MONTEE DU CHOMAGE.

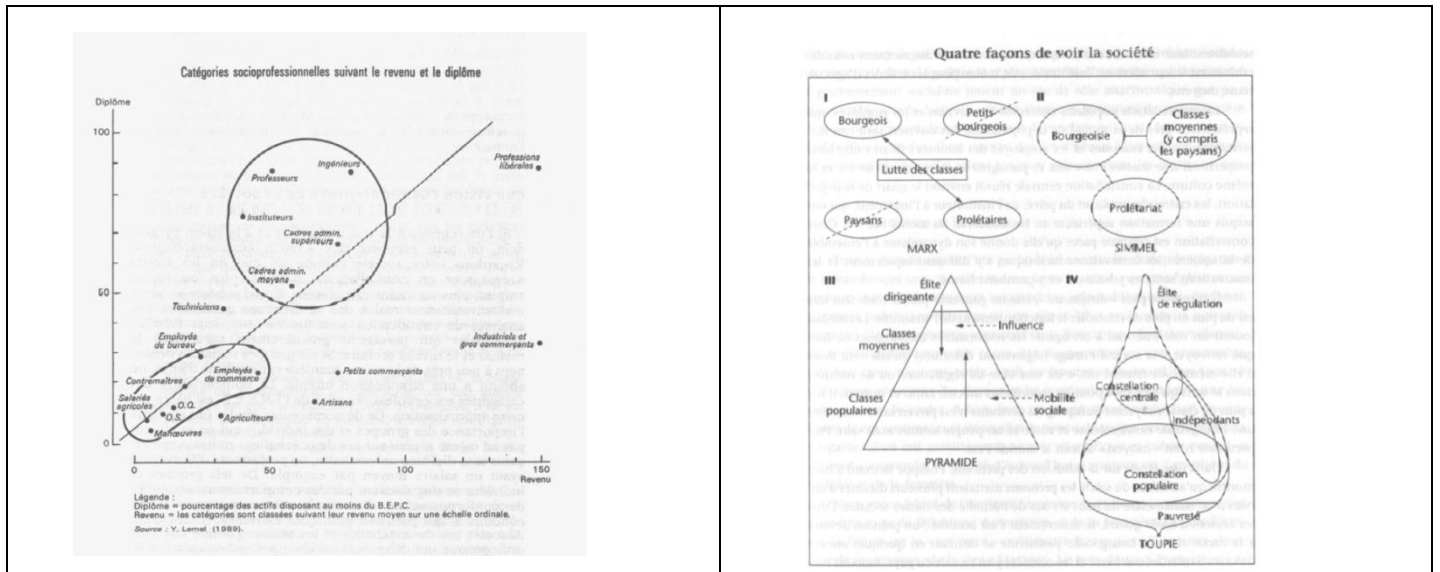
- jusqu'à la fin des années 60, le chômage est très faible = plein emploi
- après augmentation : arrivée des générations nombreuses du baby boom sur le marché du travail puis crise.
- Installation d'un chômage structurel à partir de 1975 (890000 personnes et un dépassement du seuil de 3%)
- Chômage de masse : le chômage touche toutes les catégories, d'avantage les ouvriers, les femmes, les immigrés
- par rapport à ses voisins nord européens, la France connaît un chômage (10%) plus important et le chômage de longue durée est plus fort : la législation sociale est-elle trop protectrice des emplois existants ?

b) LA MOBILITE SOCIALE se réduit.

- Jusqu'au milieu des années 80, glissement général vers le haut : « moyennisation » de la société française.
- La société s'ouvre. les enfants ont plus d'opportunités que leurs parents.
- Cependant les écarts ne se comblent pas l'essentiel de la mobilité s'explique par le bouleversement structurel. L'égalité des chances fait peu de progrès.
- On assiste aujourd'hui à une baisse du niveau de vie des entrants sur le marché du travail. Et à la multiplication des déclassements sociaux. Les structures de la société redeviennent plus rigides.

II. LES TRANSFORMATIONS DES MODES DE VIE, DES PRATIQUES CULTURELLES ET RELIGIEUSES.

A. LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE



1. DE LA BOURGEOISIE AUX ÉLITES

- apparition d'un patronat de gestionnaires salariés au dépend des grandes dynasties capitalistes.
 - Cela n'entraîne pas une ouverture significative des élites. (exemple de Sellière qui est un héritier de la dynastie Wendel Schneider, élève de l'ENA)
 - nouvelle légitimité à travers certaines filières d'études (grandes écoles) qui sont de fait réservées à une petite minorité.
- La V^e république voit la fusion de plusieurs groupes (patrons des grandes entreprises, Membres de la haute administration, Quelques professions libérales, Milieux intellectuels les plus influents).
- Ces milieux se caractérisent par des pratiques culturelles distinctives l'entre soi est la principale valeur de ces milieux
 - choix des établissements scolaires (écoles suisses, école des roches)
 - pratiques mondaines (cercles, rallies).
 - Lieux de vie particuliers (beaux quartiers, ile de ré, Deauville, Megève, st Maurice...)
- Ce groupe conserve une forte conscience de classe : le mariage endogame est largement majoritaire (dans le but de maintenir le patrimoine et la fortune. Ce groupe cumule les avantages : culture, relations sociales, prestige, argent...)
- La concentration de la richesse est très grande et est largement sous estimée par la population:
 - 50% des ménages possède 6% du patrimoine national ; 10% des ménages 53%
 - 1/3 des ménages n'a aucun patrimoine / + de 200000 foyers fiscaux soumis à l'ISF
 - le patrimoine moyen des 10% les plus riches est de 6 millions de francs
 - l'écart moyen des salaires est de 1 à 4/ l'écart moyen des patrimoines de 1 à 80.
- De 60 à 79, on a observé une réduction des écarts, depuis 79, croissance des inégalités au profit des plus riches.

2. LES CLASSES MOYENNES, MODELE SOCIAL.

- Développement du groupe des cadres dans le système taylorien (1962 : 2,7 millions, 1989 : 6,6 millions).
 - Maillon de la chaîne de commandement, issu des classes moyennes, diplômés, le cadre incarne la modernité et la réussite sociale.
 - Un mode de vie spécifique qui devient le modèle de la société (pouvoir d'achat, consommation, crédit, résidence secondaire, look spécifique...)
- Aujourd'hui, remise en cause (liée à la crise du modèle taylorien), banalisation les cadres représentent 13% de la population active
 - Banalisation : Développement des métiers socioculturels, de l'enseignement (massification)
 - homogénéisation de la société par diffusion d'un modèle culturel à l'ensemble de la société. L'opposition entre culture dominante et culture dominée disparaît.

3. LA CONSTELLATION POPULAIRE.

- 60% de la société française. Le monde des ouvriers et des employés faible dispersion des revenus.
 - L'emploi féminin contribue à cette homogénéisation.
 - Déclin des ouvriers qui passent de 40% de la pop active à 27% en 95. Frappe surtout les ouvriers non qualifiés.
 - S'accompagne du déclin du pcf au profit du ps parti des classes moyennes salariées.
 - Ces classes populaires accèdent à la consommation de masse, à la propriété mais la précarité de l'emploi s'accroît (développement de l'emploi à temps partiel (4M), du CDD (près de 1M)).
- Certaines pratiques typiques des classes populaires subsistent :
 - division des tâches hommes femmes.
 - Valorisation du travail,
 - Importance de la vie familiale.

4. LES « EXCLUS »

- L'exclusion a régulièrement progresser en France depuis la fin des années 70. elle touche aujourd'hui 20 à 25% de la

- population française : 12 à 15 M de personnes...
 - Probablement 5 M de chômeurs, près de 3M indemnisés. Augmentation du nombre de SDF.
 - Dans la période de l'après guerre, les exclus se recrutent d'abord parmi les personnes âgées. à la fin du siècle, c'est au sein d'autres groupes que vit la majorité des exclus : jeunes de quinze à vingt-cinq ans, femmes à la tête d'une famille monoparentale...
- Les éléments suivants sont des facteurs ou des symptômes d'exclusion :
 - Illettrisme
 - pauvreté monétaire (En France en 2000, environ 10% des ménages, soit environ 5 millions de personnes dont 1 million d'enfants.
 - absence d'un emploi stable : Les CDI (contrat à durée indéterminée) ont fait place au CDD (contrat à durée déterminée) de façon massive dans les années 90. Ce type d'emploi a doublé entre 1980 et 1990). En 1998, les CDI ne représentent plus que 55% des actifs.
 - Vétusté du logement...
 - Espérance de vie + faible (en 1982, 6,5 ans de moins pour un ouvrier de 35 ans par rapport à un cadre (38 ans contre 44,5).

B. LES MODES DE VIE.

1. LA SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION.

- Importance croissante de la consommation (les choses de Georges Perec). Entre 1950 et 1968, le niveau de vie est multiplié par deux.
 - Apparition de nouveaux modes de consommation : avènement des hypermarchés à partir de 1963.
 - L'accession à la propriété gagne de nouvelles couches sociales. Moyen d'action politique.
- On assiste à une individualisation croissante de la consommation encouragée par le progrès technologique . Exemple du poste de radio :
 - dans les années 50, c'est un équipement familiale imposant qui trône dans la salle à manger.
 - Fin des 50', apparition du transistor
 - Même évolution dans les pratiques alimentaires. Le repas familiale est en perte de vitesse : individualisation : culture générationnelle.

2. LES PRATIQUES CULTURELLES.

- la montée en puissance d'une culture de masse fondée sur le son et l'image, qui concourt à la dislocation des cultures closes (celles des terroirs et des groupes socioprofessionnels) et à l'uniformisation de la société.
- Caractérisée par la consommation en très grand nombre de spectacles et d'objets culturels identiques, elle se diffuse par de multiples canaux.
 - la télévision : cette dernière le média souverain de la période, même s'il est loin d'être hégémonique.
 - en 1963 et 1964 deux tiers des quatorze/vingt ans lisent le mensuel Salut les copains,...
 - de 1958 à 1978, la radio triple son parc.
- La culture savante est l'objet d'une évolution ambiguë :
 - enseignement secondaire et supérieur progresse : en 1936, 2,7% d'une classe d'âge obtient le baccalauréat pour 20% en 70 et 36% en 89 et 63% en 1995 (Chevènement fixe en 84 l'objectif de 80% d'une classe d'âge au baccalauréat)
 - livres, revues de haute vulgarisation, expositions, etc. remportent un grand succès.
 - Mais, elle est mise en concurrence et relativisée par la critique des hiérarchies dont est porteur l'esprit de 1968. Ce contraste n'est que l'un de ceux dont témoigne l'histoire

3. LA CIVILISATION DES LOISIRS.

- Favorisée par la diminution du temps de travail (39H en 1982, 35 heures 20 ans plus tard).
- Par l'augmentation du pouvoir d'achat.
- Hédonisme (refus des responsabilités, des contraintes).

III. UNE TRANSFORMATION EN PROFONDEUR DES VALEURS.

A. LE DECLIN DES RELIGIONS ET DES FORMES TRADITIONNELLES D'ENCADREMENT.

- La crise des structures d'encadrement : églises, partis politiques, Syndicats.
 - Refus des cadres, contestation de valeurs imposées d'en haut.
 - Ces structures perdent leur emprise sur la société.
 - Repli sur les valeurs individuelles : triomphe de l'individualisme.
- Exemple de la religion : Au sortir de la guerre, rares sont les régions coupées des traditions chrétiennes :
 - l'Église catholique baptise neuf enfants sur dix et marie huit couples sur dix dans les années 1950.
 - L'après-guerre apparaît même comme l'un des apogées du catholicisme français, ce que reflète plus tard l'intérêt suscité par le concile Vatican II.
- Mais le déclin du religieux est manifeste au fil des trente glorieuses. (Théorie de la "sécularisation" des sociétés humaines → Marcel Gauchet, Le désenchantement du monde, 1985):
 - la modernisation entraîne déclin de la religion comme source culturelle de la société et comme cadre structurant des comportements.
 - sur une vingtaine d'années une très forte déprise confessionnelle.
 - En 2000 se déclarent sans religion 44% de la population (29% en 1981),
 - Majoritaire chez les moins de 30 ans : 53% des adolescents et jeunes adultes entre 18 et 29 ans.
- L'appartenance religieuse se répartit comme suit :
 - un sondage de mars 2003, Paysage religieux français (sondage CSA, Le Monde, La Vie, en 2003 et, entre parenthèses, en 1994). Appartenance religieuse (% de personnes se déclarant) : catholique 62 (67), sans religion 26 (23), musulman 6 (2), protestant 2 (2), juif 1 (1), autre 2 (3), ne se prononcent pas 1 (2).
 - Pratique (% de personnes déclarant) : assister à la messe du culte ou aux offices religieux plusieurs fois par semaine 13 (12), une fois par semaine 9 [catholiques 11, musulmans 27] (12), 1 ou 2 fois par mois 7 (6), de temps en temps aux grandes fêtes 24 (23), uniquement aux cérémonies 10 (7), jamais 47 (48).

- Principales croyances de la foi chrétienne (% de personnes croyant en) : l'existence de Dieu : probable 34 (32), certaine 24 (29), exclue 22 (18), improbable 19 (17), ne se prononcent pas 1 (4) ; en Jésus-Christ fils de Dieu 55 (56) ; à la résurrection du Christ 47 (51) ; au diable 27 (34) ; à l'enfer 25 (33).

INSEE	2005							
	Pratique religieuse régulière		Pratique religieuse occasionnelle		Pas de pratique, mais le sentiment d'appartenir à une religion		Ni pratique ni sentiment d'appartenance	
Pratique religieuse en France	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
15 à 24 ans	9,1	8,7	14,6	13,1	33,1	31,0	43,0	47,1
25 à 39 ans	9,4	8,0	19,6	15,8	39,0	35,6	31,1	40,5
40 à 59 ans	11,5	7,9	21,8	20,0	39,6	40,3	26,0	30,0
60 ans ou plus	23,4	13,5	28,9	23,3	34,1	40,8	12,8	21,6
Ensemble	14,0	9,4	22,2	18,6	36,9	37,7	26,1	33,5

Intérêt spirituel (% de personnes déclarant éprouver un intérêt spirituel pour) : christianisme 55, islam 22, bouddhisme 21, judaïsme 16.

- Croyances diverses (en %) : prières exaucées 46 (54), miracles 42 (57), explication des caractères par les signes astrologiques 37 (60), prédiction des voyantes 23 (46), objets sacrés 22 (29), envoûtement, sorcellerie 21 (41). Après la mort : 39 % pensent qu'il n'y a rien, 33 % qu'il y a quelque chose d'indéterminé, 16 % croient en l'immortalité de l'âme, 6 % en la réincarnation dans un autre être vivant, 6 % en la résurrection du corps.
- le paysage religieux français contemporain apparaît contrasté et fluctuant :
 - le judaïsme et l'islam, renouvelés par des apports migratoires, se sont donné une plus grande visibilité communautaire mais la pratique religieuse est aussi faible dans ces communautés que dans les églises chrétiennes.
 - le catholicisme est le plus touché, et la crise qui l'affecte à partir des années 1960 retentit sur tout le dispositif social, symbolique et spirituel. La pratique religieuse s'effondre : pratique régulière : 7% des Français.
 - succès de l'ésotérisme, de la voyance ou de l'astrologie manifestent une religiosité diffuse, une recherche d'équilibre et des besoins de certitudes ; « la modernité est soumise à un questionnement inquiet ».

B. LA REVOLUTION DES MŒURS.

- Une société plus permissive.
 - Basculement des valeurs qui se diffusent à l'ensemble de la société.
 - Développement de l'hédonisme, de l'individualisme alors que déclinent l'éthique du travail, rigorisme, la discipline, le puritanisme (importance de mai 68 comme symbole de ce basculement).
 - Tolérance plus grande vis-à-vis des « déviances » (homosexualité, célibat, ½ des enfants naissent hors mariage, pacse,...)
- La valeur d'égalité devient centrale dans la société. Exemple : les femmes dans la société française.
 - Égalité Politique (1944 : ordonnance d'Alger). Peu de femmes à des postes de responsabilité.
 - Économique : Féminisation du monde du travail le travail féminin est désormais recherché. Ce n'est pas un gage d'égalité, mais de liberté. Salaires restent inférieurs de 25%.
- Mutation des mentalités, des valeurs.
 - L'essentiel se joue entre 65 et 75 : Révolution sexuelle.
 - Rôle du mouvement féministe // au développement des groupes gauchistes après 68. Point fort : la lutte pour le droit à l'avortement (1970 : MLF, 1971 : manifeste des « 343 salopes » (pour reprendre un titre provocateur de Charlie hebdo), 1972 : procès de Bobigny (Gisèle Halimi)). la culture féministe se généralise par la presse féminine (Elle, ...).
- La législation avalise avec retard ces évolutions :
 - 1965 : modification des régimes matrimoniaux une épouse peut gérer ses biens propres, travailler sans l'autorisation du mari.
 - 1967 : autorisation de la contraception assure la maîtrise de la fécondité, mais surtout c'est la femme qui décide (jusque là, la contraception était une responsabilité masculine).
 - 1970 : autorité parentale remplace puissance paternelle.
 - 1975 : légalisation de l'IVG.
 - Années 80/90 : législation sur le viol, sur le harcèlement sexuel.
 - 1999 : PACSE (pacte civil de solidarité).

C. CONCLUSION : QUELLES VALEURS POUR LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ?

- Antiracisme, individualisme, liberté, égalité (« les Français ont dit un sociologue la passion de l'égalité »),... ?
- Crise de l'identité française : Les Français doivent prendre en compte l'Europe et la présence en France de gens qui ne sont plus « français » au sens ancien, « blanc », du terme. elle est en train de devenir multiraciale (en gros la France des + de 30 ans reste blanche, la France des moins de 30 ans est multiraciale) (le nombre important de couples multiethniques est une caractéristique française).
- Vers une société multiculturelle ? : mais de fortes résistances.
- Une société qui conserve des spécificités en Europe malgré le nivellement des modes de vie.